

44^e session du Conseil des Gouverneurs du FIDA (février 2021)

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les gouverneurs,

Mesdames et messieurs les délégués,

Dans les circonstances très particulières que nous connaissons, nos deux pays, la France et l'Allemagne avons décidé de faire une déclaration commune afin de montrer notre soutien partagé au FIDA et aux priorités communes que nous défendons pour les années à venir.

L'année dernière a été une année très inhabituelle, et le fait que nous ne puissions pas nous réunir en personne à Rome en ce moment nous rappelle que ses conséquences se font encore sentir. La crise mondiale causée par la pandémie est en effet toujours en cours, et elle continuera à frapper de manière particulièrement dure les économies les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, notamment dans les zones rurales.

Toutes les composantes de la crise – sanitaire, sécuritaire, sociale et bien sûr économique, avec les confinements, la perturbation des chaînes d'approvisionnement internationales et nationales, les défaillances du marché – rendront encore plus vulnérable la population rurale pauvre, qui représente plus des trois quarts des personnes extrêmement pauvres dans le monde ; cela est particulièrement vrai pour les femmes. L'Agenda 2030 et la réalisation des ODD 1 et 2 risquent donc d'être sérieusement mis en péril.

Grâce à son mandat spécifique et ses processus efficaces, le FIDA est l'organisation idéale pour traiter cet aspect de la crise, et nous sommes convaincus que nous devons davantage nous mobiliser en faveur du FIDA, maintenant plus que jamais. En effet, la portée du FIDA dans les zones rurales éloignées, le fameux « dernier kilomètre », en fait l'une des rares institutions capables d'empêcher que la situation sur le terrain ne s'aggrave encore. En outre, l'approche d'intégration transversale du FIDA en matière de climat, de genre, de nutrition et de jeunesse garantit un développement durable à long terme, permettant de tenir la promesse de reconstruire en mieux – « *build back better* ».

Malgré les circonstances difficiles, le FIDA a continué, au cours de son 11^e cycle de reconstitution des ressources, à se renforcer pour devenir une institution financière internationale plus moderne. Nous sommes convaincus que les mesures prises placeront le FIDA dans une meilleure position pour devenir plus résilient, pour remplir son mandat et pour accroître son impact. Les deux excellentes notes de crédit donneront au FIDA un meilleur accès à l'emprunt et contribueront à préserver les instruments financés par les contributions de base à destination des plus pauvres.

Nous avons confiance dans les compétences de gestion du FIDA pour suivre de près et avec prudence sa liquidité et sa viabilité financière, et pour atténuer les risques et les facteurs de coût, afin que le FIDA soit en mesure de remplir son mandat avec efficacité et efficacité en soutenant ceux qui en ont le plus besoin.

Le programme ambitieux conçu par la direction et les États membres pour le FIDA 12 est très inspirant, tant en termes de priorités transversales telles que le climat, qu'en termes de renforcement du soutien aux pays les plus pauvres et les plus fragiles. Ces efforts supplémentaires ont été largement salués par

les principaux contributeurs ainsi que par les pays bénéficiaires, comme le montrent les généreuses promesses de contribution faites en décembre dernier.

Les gouvernements allemand et français ont tous deux décidé d'augmenter considérablement leur soutien financier au FIDA pour atteindre un niveau sans précédent, en réponse au caractère à la fois ambitieux et nécessaire de FIDA-12 pour lutter contre la pauvreté rurale en cette période critique. Nous demandons à tous les États membres de nous rejoindre avec une contribution ambitieuse à FIDA-12 afin de mettre l'institution en mesure d'agir de manière contra-cyclique et de fournir les ressources nécessaires aux pays qui en ont le plus besoin pour soutenir leurs zones les plus pauvres. Nous demandons au FIDA d'aider les pays à reconstruire en mieux – en termes de durabilité économique, sociale et environnementale.

A l'avenir, nos deux gouvernements continueront de pousser le FIDA à adapter le développement durable aux populations rurales les plus pauvres des pays les plus pauvres et les plus fragiles. Cela implique de renforcer les thématiques d'intégration transversale du FIDA, en particulier en ce qui concerne le climat et la biodiversité : en effet, comme le montre la crise actuelle, le développement rural doit être promu en harmonie avec les questions climatiques et ancré dans des solutions fondées sur la nature, comme l'agro-écologie. Cela signifie également que le FIDA devra mobiliser davantage de ressources provenant de sources plus diverses – comme la récente réforme du cadre d'emprunt l'a rendu possible – tout en évitant des innovations inopportunes pouvant entraîner une dérive de sa mission et compromettre sa valeur ajoutée au sein du système des Nations unies. En effet, le FIDA doit rester concentré sur les pays les plus pauvres, en particulier en Afrique subsaharienne et au Sahel, afin de continuer à remplir son mandat unique.

Nos deux gouvernements vous souhaitent une excellente 44e session du Conseil des gouverneurs ; nous nous réjouissons de travailler avec vous tout au long de l'année à venir et de réaffirmer notre objectif ambitieux d'éradiquer par le biais de la coopération multilatérale la pauvreté et la faim en milieu rural.